

Autoroute 20 inachevée : élus, gens d'affaires et citoyens unissent leur voix pour réclamer son inscription au prochain PQI

Vaudreuil-Dorion, le 8 septembre 2026 – À l'approche des élections générales québécoises du 5 octobre et alors que se prépare le prochain Plan québécois des infrastructures (PQI), la MRC de Vaudreuil-Soulanges, Développement Vaudreuil-Soulanges (DEV), la Chambre de commerce et d'industrie de Vaudreuil-Soulanges (CCIVS) et le comité citoyen Pour une vraie 20 lancent un appel commun à tous les chefs de partis : **inscrire l'optimisation du tronçon manquant de 7 km de l'autoroute 20 au prochain PQI**.

Chaque année, plus de **21,5 millions de véhicules** circulent sur ce tronçon, soit environ **64 000 par jour en moyenne**, avec des pointes pouvant atteindre **90 000 passages**. Les camions de marchandises représentent un déplacement sur dix. Selon une étude indépendante de Raymond Chabot Grant Thornton, le statu quo pourrait représenter **1,1 milliard de dollars en pertes évitables sur 20 ans**.

Réunis ce matin dans le cadre d'une conférence de presse, élus, gens d'affaires et citoyens ont rappelé l'urgence d'agir pour compléter une infrastructure nationale inachevée depuis plus de 60 ans. À Vaudreuil-Dorion et sur l'île Perrot, l'autoroute 20 se transforme actuellement en boulevard urbain ponctué de dix feux de circulation, alors qu'elle constitue l'un des principaux corridors routiers entre Montréal et Toronto.

Un consensus régional pour passer à l'action

« C'est inacceptable qu'au Québec, en 2026, une infrastructure aussi stratégique soit encore inachevée. Les 23 municipalités de la MRC parlent d'une seule voix et le ministère des Transports arrive à la même conclusion : un axe autoroutier ininterrompu s'impose. Il ne manque maintenant qu'une décision politique : inscrire l'optimisation de l'autoroute 20 au prochain PQI », déclare Patrick Bousez, préfet de la MRC de Vaudreuil-Soulanges et maire de Rivière-Beaudette.

Cette position s'appuie notamment sur [le mémoire déposé par la MRC en 2024](#) et sur l'étude d'opportunité réalisée par le ministère des Transports et de la Mobilité durable, dont les conclusions rendues en mai 2025 vont dans le même sens.

L'autoroute 20 devait être complétée au cours des années 1960. Dès 1964, le gouvernement du Québec procède à des expropriations en vue de permettre sa réalisation. Plus de six décennies plus tard, une portion du corridor demeure pourtant inachevée. « Dès 1964, le gouvernement du Québec a exproprié des familles et des commerçants pour compléter l'autoroute 20. Soixante ans plus tard, les terrains lui appartiennent toujours, mais le projet n'est pas réalisé. Cet inachèvement a laissé une cicatrice et crée encore aujourd'hui des irritants importants pour notre population et notre développement. Nos familles ont fait leur part il y a 60 ans. Il est temps que le gouvernement fasse la sienne », rappelle Paul Dumoulin, maire de Vaudreuil-Dorion.

Un frein au développement économique

Pour le milieu économique, les impacts se font sentir quotidiennement. « Ne rien faire n'est pas gratuit : le statu quo nous coûte déjà 1,1 milliard de dollars sur 20 ans, en congestion et en occasions manquées. Nous payons déjà cette autoroute sans en récolter les bénéfices. Les études sont faites, les terrains sont publics, la solution est connue : il ne manque qu'une inscription au PQI », affirme Danie Deschênes, présidente de DEV, mairesse de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot et représentante des maires de l'île Perrot.

Pour la communauté d'affaires, l'enjeu est également une question de compétitivité régionale. Le corridor joue un rôle majeur dans les échanges commerciaux, alors que la congestion et les arrêts fréquents imposés par les dix feux de circulation compliquent les déplacements des personnes et des marchandises.

« Nos entreprises réclament depuis longtemps l'optimisation de la 20. La situation actuelle fait fuir la clientèle, retarde les livraisons, fait perdre du temps et créer des enjeux de main-d'œuvre. Les conséquences sur notre économie sont bien réelles. Les impacts ne sont pas vécus uniquement par la communauté d'affaires d'ici : du Port de Montréal à Toronto, les entreprises en subissent tous les conséquences », souligne Mélanie Bossé, présidente de la CCIQS.

Une mobilisation qui dépasse les institutions

La mobilisation autour de l'autoroute 20 dépasse désormais le cadre institutionnel. La pétition portée par le comité citoyen Pour une vraie 20 a recueilli plusieurs milliers de signatures, témoignant de l'importance accordée à cet enjeu par la population.

« L'inachevée impacte beaucoup nos communautés et cela depuis de nombreuses générations. Notre pétition, a récolté 16 222 noms, des voix qui réclament la même chose : achever la 20! Le projet d'optimisation de la 20 n'est pas l'affaire d'un parti, mais d'un gouvernement. Nous serons là après l'élection pour rappeler cet engagement au prochain gouvernement », affirme Me Pierre Séguin, du comité citoyen Pour une vraie 20.

Une démarche non partisane

Les partenaires de la campagne *L'inachevée* réitèrent que leur démarche est institutionnelle et non partisane. La demande s'adresse à l'ensemble des partis politiques et au prochain gouvernement, quel qu'il soit.

D'ici le scrutin du 5 octobre 2026, la population et les entreprises sont invitées à interpeller les candidates et candidats de leur circonscription, à relayer la campagne et à afficher leur appui. Des outils de mobilisation, dont des affiches et un modèle de courriel destiné aux chefs de partis, seront également déployés au cours des prochaines semaines.

Pour en savoir plus et participer à la mobilisation : www.autoroute20.ca

À propos de la campagne L'inachevée

L'inachevée est une campagne régionale non partisane portée conjointement par la MRC de Vaudreuil-Soulanges, Développement Vaudreuil-Soulanges, la Chambre de commerce et d'industrie de Vaudreuil-Soulanges et le comité citoyen Pour une vraie 20. Après plus de 60 ans d'attente, élus, gens d'affaires et citoyens unissent leur voix pour réclamer l'optimisation de l'autoroute 20 et l'inscription du projet au prochain Plan québécois des infrastructures. La démarche s'appuie notamment sur une résolution unanime de la MRC et de ses 23 municipalités, sur une analyse indépendante des impacts du statu quo, sur l'étude d'opportunité du ministère des Transports et de la Mobilité durable ainsi que sur une importante mobilisation citoyenne.

- 30 -

Renseignements :

Audrey Bourgon Touchette
Directrice, communications et promotion touristique
Développement Vaudreuil-Soulanges
abtouchette@developpementvs.com | 450 424-2262, poste 3235